



Association des comptables  
généraux accrédités  
du Canada

**Mémoire présenté au Groupe de travail sur la littératie financière  
par l'Association des comptables généraux accrédités du Canada**

**30 avril 2010**

**100 – 4200 North Fraser Way, Burnaby (C.-B.) V5J 5K7 Téléphone : (604) 669-  
35551201 – 350, rue Sparks, Ottawa (Ontario) K1R 7S8 Téléphone : (613) 789-  
7771 <http://www.cga.org/canada-fr>**

## Sommaire

La prise de décisions financières est une activité importante du quotidien, toute la vie durant. Or, il est plus indispensable que jamais d'être bien renseigné, de posséder les compétences appropriées et d'avoir accès aux ressources nécessaires pour prendre des décisions financières éclairées, compte tenu de la complexité des questions financières et de l'incertitude économique qui caractérisent le contexte actuel. La littératie financière est donc un enjeu national prééminent.

Dans le présent mémoire, CGA-Canada présente les principales conclusions de ses recherches approfondies sur l'endettement personnel, l'épargne et la planification de la retraite ainsi que sur leur relation avec la littératie financière. Il a été démontré que le niveau d'endettement des ménages continue d'augmenter, alors que le taux d'épargne des Canadiens demeure faible — surtout lorsqu'on le compare à ce qu'il était il y a vingt ans — et que la majorité des gens ne savent toujours pas comment planifier leur retraite. Pour résumer, certains Canadiens ne comprennent pas les principes élémentaires de la gestion de l'argent, ce qui a une incidence sensible sur les choix qu'ils font et des répercussions négatives sur l'économie dans son ensemble. Les Canadiens doivent donc envisager très sérieusement le perfectionnement de leurs compétences financières.

CGA-Canada appuie sans réserve l'élaboration d'une stratégie nationale canadienne de littératie financière. Elle est également d'avis que les gouvernements du Canada, le secteur privé canadien, les organisations nationales, les groupes communautaires et autres intervenants ont beaucoup accompli dans ce domaine, en jetant des bases solides favorisant la progression du programme de littératie financière. Une façon d'assurer cette progression et d'enrichir les ressources existantes en matériel et en produits de littératie financière consiste à promouvoir les « pratiques exemplaires ».

CGA-Canada souhaite contribuer aux délibérations du Groupe de travail sur la littératie financière et au rapport que ce dernier adressera ensuite au ministre des Finances sur les conclusions de ses travaux, notamment sur les pratiques exemplaires nationales et internationales, en formulant les recommandations suivantes :

1. Les nouveaux projets de tous ordres en matière de littératie financière au Canada devraient s'articuler sur les principes suivants :
  - envergure nationale,
  - discernement,
  - intégration et exhaustivité,
  - efficience,
  - innovation,
  - focalisation sur les stades de la vie,
  - sensibilité aux besoins,
  - accessibilité et intelligibilité,
  - impartialité;
  - résultats mesurables.
2. Le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle de chef de file — dans le cadre d'un accord de partenariat regroupant les parties intéressées — dans le renforcement et la promotion de la littératie financière, par l'intermédiaire d'une stratégie nationale de facture canadienne.
3. Les responsabilités et le mandat de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) devraient être étendus de manière à permettre à l'ACFC d'œuvrer en qualité d'organisme canadien central et de promouvoir les pratiques exemplaires en littératie financière.
4. Un site Web national unique devrait être créé au pays — un guichet ou un référentiel centralisé qui regrouperait les pratiques exemplaires nationales et internationales et y serait consacré, et à partir duquel se feraient la coordination, l'orientation et la promotion de la stratégie nationale canadienne de littératie.

Ajoutons que l'adhésion de CGA-Canada à l'idée d'une stratégie nationale de littératie financière ne signifie pas que l'on puisse se soustraire à la nécessité d'une réglementation financière solide ou de programmes sociaux fondamentaux offrant un minimum de sécurité financière à tous les Canadiens. En fait, chacun de ces éléments est essentiel et complétera la stratégie visant à aider les Canadiens à combler leurs besoins financiers actuels et futurs.

« La littératie financière, c'est disposer des connaissances, des compétences et de la confiance en soi nécessaires pour prendre des décisions financières responsables. »

Groupe de travail sur la littératie financière

*Cibler l'excellence : Plan d'action pour renforcer la littératie financière au Canada*

## **Introduction**

L'Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA-Canada) applaudit à la décision du ministre des Finances de constituer le Groupe de travail sur la littératie financière et de se pencher sur cette importante question d'intérêt public. Nous nous réjouissons en outre que le gouvernement s'attache à instaurer des modifications qui renforceront le bien-être financier à long terme des Canadiens. Nous sommes heureux de contribuer à ce processus de consultation pancanadien en exposant les observations qui suivent.

L'Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA-Canada), fondée en 1908, fournit des services à 73 000 CGA et étudiants au Canada et dans plus de 80 pays. Professionnels respectés dans les domaines de la comptabilité et de la gestion financière, les CGA travaillent dans l'industrie, le monde de la finance, le secteur public et en cabinet privé. CGA-Canada établit les exigences en matière d'accréditation et les normes professionnelles associées au titre de CGA, offre du perfectionnement professionnel, poursuit des activités de défense des intérêts, et représente les CGA tant au pays que sur la scène internationale.

CGA-Canada mène également des recherches sur un vaste éventail de sujets qui sortent du cadre de la comptabilité. Au fil des ans, elle s'est penchée sur un bon nombre de questions, notamment l'endettement des ménages, le vieillissement de la population, les régimes de retraite, les fiducies de revenu, la productivité et la compétitivité, et l'équilibre budgétaire du gouvernement fédéral. En plus de protéger et de renseigner le public, ces travaux

permettent de constituer une base factuelle qui sert à influencer l'orientation de la politique socioéconomique et à accroître la littératie des Canadiens en matière financière.

## **La littératie financière est essentielle**

La prise de décisions financières éclairées importe pour les Canadiens, tant dans leur situation actuelle que dans celle à laquelle ils seront confrontés plus tard. Dans la vie quotidienne et à des moments charnières tout au long de leur existence, les Canadiens sont appelés à prendre des décisions financières qui peuvent avoir de lourdes conséquences sur leur avenir. Il est absolument crucial qu'ils soient bien informés et qu'ils possèdent les compétences nécessaires pour prendre des décisions financières judicieuses — et cela plus que jamais auparavant —, compte tenu de la complexité croissante du domaine financier. Ainsi, les auteurs d'un rapport de synthèse d'un symposium national sur la capacité financière faisaient remarquer ce qui suit en 2005 :

La capacité de prendre des décisions financières éclairées est un préalable de la vie en société au Canada. Ces décisions vont des dépenses et des décisions budgétaires de tous les jours au choix de produits d'assurance, de produits bancaires et de produits de placement, en passant par l'épargne-retraite, l'accession à la propriété et l'éducation postsecondaire. Elles ont des répercussions profondes sur la sécurité financière, le bien-être et la prospérité des citoyens et des familles.

Les auteurs du rapport notent également que les responsables de l'élaboration des politiques et les fournisseurs de services financiers ont souvent supposé que les citoyens sont en mesure de prendre eux-mêmes ces importantes décisions financières ou qu'ils ont accès aux ressources qui les aident à le faire. Or, des recherches effectuées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et certaines données canadiennes infirment cette hypothèse. De nombreux Canadiens ne comprennent pas quelle peut être et quelle est l'influence des décisions financières quotidiennes sur leurs plans financiers ou ne sont pas sensibilisés à cette question. Dans un rapport publié en 2009, CGA-Canada communiquait les résultats d'un sondage révélant que 24 % des Canadiens ne croyaient pas qu'une hausse des taux d'intérêt, une baisse du prix des maisons ou de leur salaire ou encore une réduction de leur accès au crédit nuirait à leur bien-être financier.

Le Groupe de travail sur la littératie financière pose la question suivante : *quelles connaissances et compétences financières sont essentielles pour tous les Canadiens?* Sous l'égide de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) et par l'intermédiaire du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles, le gouvernement du Canada et d'autres organismes nationaux et internationaux ont défini et validé neuf compétences essentielles et compétences en alphabétisation : 1) lecture de textes, 2) utilisation de documents, 3) calcul, 4) écriture, 5) communication orale, 6) travail d'équipe, 7) formation continue, 8) capacité de raisonnement et 9) informatique.

La littératie financière repose sur les mêmes compétences essentielles et s'en inspire. Elle semble également exiger une panoplie d'outils analytiques un peu plus spécialisés ou davantage ciblés — notamment la capacité de comprendre des notions comme celles des taux d'intérêt ou de rendement, de la capitalisation et de l'utilité marginale; de lire et d'interpréter des états financiers ou des graphiques d'investissement complexes; de comprendre des obligations financières ou des contrats; et de déterminer les avantages respectifs de produits et de services financiers concurrents. Elle exige en outre la possession des aptitudes critiques nécessaires pour faire des choix éclairés, soupeser les possibilités et évaluer les résultats.

L'un des thèmes importants traités dans le cadre du symposium national de 2005 sur la capacité financière est celui des faibles niveaux de littératie ou de compétences élémentaires de la population canadienne et, fait à ne pas négliger, des répercussions de cette lacune sur leur déficit de capacité financière. Selon le rapport, « 42 % des Canadiens ne possèdent pas les connaissances de base en littératie et les aptitudes à la vie quotidienne leur permettant de satisfaire aux exigences de notre société du savoir et de notre économie ». Le rapport établit également un certain nombre de corrélations entre le niveau de littératie et de compétences de base d'une part et, d'autre part, l'employabilité, le revenu, la participation à l'économie et aux marchés des capitaux, ainsi que l'utilisation de la technologie de l'information en vue de tâches pouvant concerner aussi bien les services bancaires électroniques que l'analyse des marchés boursiers et les placements en valeurs mobilières. En termes simples, la littératie et les compétences sont bel et bien importantes.

Tout indique qu'il existe également une corrélation entre les faibles niveaux de littératie et de compétences de base et le paysage financier. Ceux qui ont un faible niveau de littératie ont encore plus de difficulté s'y retrouver dans un paysage financier qui est déjà bien

inhospitalier. Au Canada, il existe de nombreux fournisseurs d'outils de littératie financière et de services financiers. De plus, les instances fédérales, provinciales et communautaires, de même que le secteur privé, proposent une foule de programmes et de projets.; Il existe en outre de multiples sources d'information, une quantité de sites Web consacrés à l'éducation du public en matière financière, un vaste éventail d'outils et de ressources spécialisés, et un grand nombre de mécanismes de prestation, mais aussi un dédale de questions de réglementation, de compétence ainsi que de multiculturalisme qui doivent entrer en considération. Le paysage financier canadien est complexe et vaste — peut-être même plus que dans d'autres pays en raison de notre système décentralisé. Compte tenu de cette complexité et de la surabondance d'informations et de produits, parvenir à la littératie financière est beaucoup plus difficile aujourd'hui.

## **Emprunts et endettement personnel**

CGA-Canada a produit deux rapports exhaustifs sur la question de l'endettement et de la consommation. Elle en est aux étapes finales de son troisième rapport sur l'endettement des ménages au Canada, dont la publication est prévue pour mai 2010.

Les principales constatations de ce rapport sont fondées sur l'administration d'un sondage d'opinion pancanadien, l'analyse des résultats de ce sondage, une analyse documentaire détaillée et la contextualisation avec d'autres informations de nature statistiques disponibles publiquement. Le sondage d'opinion a été effectué par Synovate auprès d'un échantillon représentatif tiré d'un panel en ligne regroupant environ 110 000 personnes.

L'endettement des ménages s'est considérablement accru, une augmentation qui met en péril la sécurité financière des ménages canadiens et dépasse celle du revenu personnel disponible, du patrimoine et du PIB. L'endettement des ménages canadiens a grimpé à 1,4 billion de dollars en 2009, les dépenses étant essentiellement motivées par la consommation plutôt que l'accumulation de biens. Les ménages canadiens ont financé leurs activités de consommation au moyen d'argent non gagné, les familles ayant de plus en plus recours au crédit pour assurer leur subsistance quotidienne — une inquiétante tendance. Voici quelques statistiques alarmantes tirées de notre rapport de 2009 :

- 49 % des familles canadiennes ayant au moins un enfant de moins de 18 ans indiquent que leur dette s'est accrue;

- les marges et les cartes de crédit représentent la plus grande part de la dette au titre de la consommation et 85 % des Canadiens endettés déclarent avoir une dette active de carte de crédit;
- quelque 21 % des Canadiens endettés disent qu'ils sont dépassés par leurs dettes et qu'ils ne peuvent plus les gérer.

CGA-Canada a également constaté que certains groupes socioéconomiques sont particulièrement vulnérables à l'accroissement de l'endettement — notamment les personnes à faible revenu, les ménages avec enfants, les jeunes adultes et les retraités. Nous avons, de plus, observé des différences régionales en ce qui concerne les ménages endettés. La proportion de répondants de la Colombie-Britannique qui indiquent que leur endettement a augmenté atteint 56 %, comparativement à la moyenne canadienne de 42 %; parallèlement, environ 30 % des résidents des provinces de l'Atlantique affirment que le niveau de leur dette n'a pas changé, alors que ce pourcentage est de 23 % pour l'ensemble des répondants.

CGA-Canada a toujours saisi la relation entre l'endettement et la littératie financière, comme elle le fait remarquer dans son rapport de 2009 :

Il est crucial, pour la sécurité et le bien-être financiers des ménages, que ces derniers soient à même de bien comprendre leur propre situation financière et les raisons qui les poussent à emprunter, à dépenser et à épargner. [...] Pour survivre et prospérer dans le monde financier moderne, les ménages canadiens doivent avoir une bonne capacité financière. Ils doivent posséder les savoirs et la compréhension qui les rendent aptes à contrôler efficacement leur argent, à appliquer les connaissances financières dans des situations prévisibles et imprévisibles, et à évaluer l'impact des décisions financières sur leur situation personnelle. En gros, la capacité financière englobe la compréhension, la créativité et la discipline.

CGA-Canada reconnaît également les éléments qui distinguent les « bonnes dettes » des « mauvaises dettes » et invite à la prudence en insistant sur la possibilité qu'une dette, même lorsqu'elle est « bonne » par hypothèse, mène à des résultats négatifs — en particulier en cas de chocs externes. Le Groupe de travail sur la littératie financière associe la constitution d'un capital, l'acquisition de biens et l'obtention d'une cote de crédit aux « bonnes dettes » et établit un lien entre des variables comme l'incapacité de gérer une

dette ou des décisions d'emprunt non réfléchies et les « mauvaises dettes ». Soit dit au passage, nous sommes enclins à acquiescer et irions même jusqu'à dire que les notions d'appréciation et de dépréciation sont tout aussi importantes. L'emprunt d'argent pour financer l'achat d'une maison, dont la valeur est susceptible d'augmenter, est plus approprié ou moins préoccupant qu'une hausse de l'endettement pour la consommation personnelle quotidienne, qui ne s'appuie pas sur des actifs dont la valeur serait susceptible de s'apprécier, par exemple. Cela dit, les consommateurs doivent s'efforcer de préserver et de faire fructifier la valeur domiciliaire et ont tout intérêt à éviter de recourir à cette valeur pour financer d'autres formes de consommation. Une faible littératie financière risque de compromettre la capacité des citoyens de saisir la différence entre « bonnes » et « mauvaises » dettes.

## **Épargne, investissement et planification de la retraite**

De l'étude de certaines des questions et de certains des modèles associés à l'épargne, à l'investissement et à la planification de la retraite se dégagent des statistiques et des tendances tout aussi préoccupantes, analogues à celles qu'affichent l'emprunt et l'endettement chez les Canadiens. Ces constatations renforcent la nécessité d'une littératie financière accrue de la population canadienne dans sa relation avec l'épargne, l'investissement et la planification de la retraite.

Dans le sondage auprès des consommateurs sur lequel s'appuie notre rapport de 2009, plus du tiers (36 %) des répondants ont indiqué ne mettre aucun argent de côté de façon régulière. S'ajoutent aux Canadiens qui n'épargnent pas ceux qui n'ont aucune idée de la somme qu'il leur faudrait épargner. Nous avons constaté que plus de la moitié (56 %) des répondants non retraités n'avaient aucune idée du montant qu'ils devaient accumuler pour leur retraite. En outre, puisque le moment du sondage coïncidait avec l'aggravation de la récession mondiale, les répondants ont également été invités à réfléchir aux incidences de cette instabilité financière et économique sur leurs habitudes d'épargne. La majorité (78 %) ont indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de modifier leurs habitudes d'épargne afin d'établir (ou de rétablir) leur coussin de sécurité financière.

Les recherches démontrent que l'épargne privée en vue de la retraite fait appel à divers véhicules : les régimes à prestations déterminées ou à cotisations déterminées offerts par l'employeur ou l'entreprise, les régimes individuels d'épargne-retraite comme le régime

enregistré d'épargne-retraite (REER) ou les programmes conférant des avantages fiscaux comme le compte d'épargne libre d'impôt (CELI), sans parler de la valeur domiciliaire et du régime d'épargne ordinaire durant un certain laps de temps.

En résumé, le profil d'épargne et d'investissement des ménages canadiens est à la fois diversifié et complexe, ce qui nécessite un degré appréciable de littératie ou de capacité financière. Comme le soulignait récemment l'Institut C.D. Howe :

Il est crucial que les Canadiens fassent des choix éclairés en matière d'épargne pour pouvoir accéder à des revenus suffisants et sûrs après la retraite [...] Pour faire des choix éclairés, les Canadiens [...] doivent disposer à la fois de renseignements adéquats et [...] de véhicules appropriés pouvant leur assurer la gestion efficiente et adaptée au risque de leurs épargnes, tant durant leurs années d'activité sur le marché du travail qu'après la retraite. [Traduction]

Quelle est la nature des renseignements qu'il faut posséder pour prendre des décisions éclairées en matière d'épargne et d'investissement, adaptées à sa propre situation? Plusieurs facteurs entrent en jeu à cet égard, et il est primordial de reconnaître que le besoin de renseignements et la nature de ces renseignements dépendent souvent de l'investissement particulier qui est envisagé. Par exemple, la connaissance des taux d'intérêt et de la durée approximative de la cotisation importe dans l'achat d'un certificat de placement garanti (CPG). Dans le même ordre d'idées, avant d'acquérir des actions, l'investisseur souhaitera mener des recherches et colliger autant de renseignements que possible au sujet de l'entreprise ou du portefeuille, afin de déterminer s'il s'agit d'un investissement sûr ou risqué. De plus, dans le cas de la planification de la retraite, il faudra tenir compte du niveau de revenu, du rendement de l'épargne et des placements, du nombre d'années de cotisation et de l'âge de la retraite, entre autres facteurs. Pour compliquer l'exercice, il faudra également connaître les différents véhicules d'épargne et de placement existants ainsi que le rôle que joue chacun de ces véhicules dans la production de revenu et l'atteinte d'objectifs financiers. Cependant, il importe avant toute chose de commencer à épargner et à investir tôt, d'élaborer un plan comportant des objectifs et de maintenir le cap.

Observation importante, les consommateurs canadiens peuvent recourir à des professionnels du milieu financier, comme les comptables et les planificateurs financiers, pour obtenir des

conseils et des renseignements. Ces professionnels peuvent leur apprendre beaucoup, certes, mais la leçon qu'il faut sans doute retenir avant tout est celle de la discipline, de la planification et de la décision réfléchie. C'est pourquoi CGA-Canada et sa Fondation de recherche, bien qu'elles recommandent le recours aux professionnels, comptables et autres, préconisent simultanément une littératie et une prise en charge personnelle accrues en matière financière, dans la perspective d'une plus grande autonomie.

Le Groupe de travail demande *qu'est-ce qui incite les gens à épargner?* Selon les observations de CGA-Canada, ceux et celles qui épargnent le font principalement en vue de la retraite, pour assurer leur sécurité financière en cas de situation imprévue et pour financer leurs vacances et leurs divertissements.

Il est néanmoins crucial de reconnaître que les intentions d'épargne ne se matérialisent pas toujours en actions concrètes. Ainsi, le sondage dont les résultats sont exposés dans le rapport publié par CGA-Canada en 2009 a révélé que 62 % des répondants qui connaissaient le CELI de façon générale prévoyaient cotiser à ce véhicule d'épargne ou en *avaient l'intention*. Ainsi que le démontreront les données définitives dont on prévoit la publication en mai 2010, les résultats concrets se révèlent sensiblement différents.

Dans un récent article du *Globe and Mail*, le chef de la direction de Financière Sun Life inc. et président du Groupe de travail sur la littératie financière, Don Stewart, faisait remarquer que « les employés sont beaucoup plus susceptibles d'adhérer à un régime de retraite d'entreprise si cette dernière les inscrit automatiquement et leur demande de remplir un formulaire s'ils souhaitent s'abstenir » [traduction]. Cette pratique suppose un rôle beaucoup plus proactif du secteur privé et la participation accrue de l'employeur qui aiderait l'employé à épargner. Dans cet esprit, afin d'encourager les Canadiens à souscrire davantage à l'épargne-retraite privée, on pourrait offrir des incitatifs aux employeurs en vue de rendre les régimes de retraite en milieu de travail plus accessibles aux employés (par exemple par le versement d'une cotisation de contrepartie) — une mesure qu'appuie CGA-Canada.

Au final, cependant, les gens doivent reconnaître que la responsabilité de leur propre bien-être financier leur incombe et veiller à leurs propres intérêts. Les recherches de CGA-Canada en ce qui a trait au revenu de retraite — et aux régimes de retraite offerts par l'employeur en particulier — démontrent que la composition du système de retraite canadien a pris un

important virage en passant des régimes à prestations déterminées aux régimes à cotisations déterminées. Ce changement entraîne un transfert des risques de l'employeur à l'employé, ce qui réclame des intéressés de solides acquis en littératie financière s'ils veulent gérer leurs propres affaires<sup>1</sup>.

Dans sa dernière publication sur les régimes de retraite, l'Institut C.D. Howe estime que la plupart des Canadiens, pour pouvoir prendre leur retraite à l'âge de 65 ans et toucher 70 % de leur revenu de travail, devront épargner de 10 % à 21 % de leur revenu avant impôts chaque année, s'ils épargnent pendant 35 ans. Mis à part le débat quant à savoir s'il leur faut 70 % de leur revenu ou si 60 % ou même 50 % suffisent, ce qui dépend des modèles de revenu et de consommation, le document soulève certaines questions intéressantes. Plus précisément, pour parvenir à un revenu de retraite équivalent à 70 % de son revenu avant la retraite, il faut un taux d'épargne excédant de beaucoup ce que la plupart des citoyens mettent de côté, la cotisation des employeurs aux régimes de retraite et, facteur important, ce que la *Loi de l'impôt sur le revenu* permet.

En d'autres termes, une bonne connaissance des questions financières et la motivation à épargner et à investir risquent de ne pas suffire dans le contexte économique et financier actuel. D'importants obstacles contrecarrent toujours la production d'un revenu propre à couvrir les dépenses de retraite. Ces constatations réunies indiquent qu'il existe un écart ou une césure entre ce que les Canadiens souhaitent réaliser et ce que les programmes publics et privés de retraite ou de revenu peuvent concrètement leur offrir. Les Canadiens doivent pouvoir mieux apprécier les limites des programmes sociaux du Canada et l'écart qu'il leur reste à combler s'ils veulent maintenir leur niveau de vie après la retraite. La littératie financière procure aux citoyens les connaissances et les ressources grâce auxquelles ils pourront mieux rapprocher leur avoir réel de leurs objectifs financiers.

CGA-Canada croit que tous les Canadiens devraient bénéficier des mêmes possibilités et du même accès aux ressources pour se doter d'un revenu de retraite adéquat. Pour paraphraser l'Association des banquiers canadiens, moyennant des structures adéquates,

---

<sup>1</sup> Pour plus d'information, voir l'exposé sur le provisionnement des régimes de retraite à prestations déterminées que CGA-Canada a présenté devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes le 16 mars 2010.

des incitatifs efficaces et des occasions intéressantes — jumelés à un effort mieux concerté pour promouvoir la littératie financière —, les Canadiens pourront être amenés à mieux épargner, investir et planifier leur retraite.

## **Une stratégie nationale de littératie financière**

La littératie financière est une question nationale d'importance, qui exige une solution nationale.

Le sondage national canadien sur la capacité économique et financière (*Canadian National Survey on Economic and Financial Capability*) réalisé par la Fondation canadienne d'éducation économique en novembre 2008 a fait ressortir les faits suivants :

- les Canadiens attribuent une grande valeur à la formation économique et financière;
- les Canadiens ne semblent pas spécialement satisfaits des programmes de formation officiels;
- les Canadiens sont très confiants dans leur capacité d'aborder les questions économiques et financières, mais ce niveau de confiance ne correspond pas au niveau de connaissances affiché;
- l'éducation semble être le principal inducteur de littératie économique et financière; et
- les Canadiens semblent reconnaître que l'éducation économique est un actif précieux dans une conjoncture économique difficile et un marché du travail instable, et ils sont susceptibles d'appuyer fortement ce genre de démarche.

CGA-Canada soutient la mission du Groupe de travail sur la littératie financière d'élaborer une stratégie nationale de littératie financière de facture canadienne. En nous inspirant de certaines des idées et des pratiques exemplaires préconisées par les rapports de recherche dans ce domaine<sup>2</sup>, nous croyons que les principes énoncés ci-après sont essentiels à la définition, à la conception et à l'élaboration d'une telle stratégie.

---

<sup>2</sup> Les sources pertinentes sont notamment les suivantes : Agence de la consommation en matière financière du Canada, *Aller de l'avant en matière de littératie financière, Rapport de synthèse sur Vers*

### ***Envergure nationale***

Dans la formulation d'un plan national de littératie financière, le Canada peut consulter les modèles d'autres pays. En Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, des organismes gouvernementaux non partisans ont été mis sur pied et se sont vu confier des responsabilités de surveillance en matière de littératie financière. Chacun de ces organismes a élaboré une stratégie nationale soutenue par un site Web à partir duquel se font la coordination, l'orientation et la promotion des programmes d'éducation financière.

Le Canada possède un organisme fédéral de cette nature — l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC), créée en 2001. L'importance du rôle de l'ACFC dans le domaine de la littératie financière s'est accrue au cours des dernières années. Le budget de 2007 octroyait à l'ACFC 3 millions de dollars en deux ans, dévolus précisément à la littératie financière. L'ACFC a lancé cette année-là son programme de littératie financière et a inauguré en juin 2008 son portail Web d'éducation financière ([www.laclikeyconomik.gc.ca](http://www.laclikeyconomik.gc.ca)), qui offre un vaste éventail de ressources d'éducation financière aux enseignants, aux jeunes et au public.

De l'avis de CGA-Canada, l'ACFC, un organisme établi qui a déjà des ressources en place, se trouve en bonne position pour assumer un rôle plus solide dans une stratégie nationale de littératie financière de facture canadienne.

### ***Discernement***

La création du Groupe de travail sur la littératie financière et le lancement d'un processus de consultation élargi sont assurément un pas dans la bonne direction, puisqu'ils permettent une participation généralisée du public propre à éclairer le débat et les recommandations qui seront ultérieurement mises de l'avant par le Groupe de travail à l'intention du ministre des Finances.

---

*les sommets : Conférence canadienne sur l'éducation financière, 9 et 10 septembre 2008; Gouvernement du Canada, Pourquoi la capacité financière est-elle importante, Rapport de synthèse sur les Canadiens et l'argent : Symposium national sur la capacité financière tenu les 8 et 9 juin 2005 à Ottawa; Larry Orton, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, La littératie en matière financière : Leçons tirées de l'expérience internationale, septembre 2007.*

De plus, ainsi que l'a reconnu le Groupe de travail, les expériences d'autres pays fournissent des enseignements précieux que nous ne saurions ignorer dans nos efforts pour veiller à ce que les Canadiens aient accès à l'information propre à assurer leur capacité financière, à des conseils objectifs et à des pratiques exemplaires. Le Canada peut apprendre des stratégies élaborées par ses voisins planétaires — notamment l'Australie, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande — et peut même les améliorer. Dans la poursuite de son programme de littératie financière, la permanence et le dynamisme de son engagement à l'échelle internationale sont importants.

Il y a beaucoup de recherches et de travail à réaliser. Nous devons mieux comprendre le comportement humain et combler l'écart entre ce que les gens affirment vouloir faire et ce qu'ils font en réalité. Nous devons sensibiliser davantage le public à l'importance de la littératie financière et lui assurer un meilleur accès à l'information pertinente. Il faut en apprendre davantage sur les besoins des gens en matière de littératie financière à diverses étapes de leur vie et sur la façon de concevoir et de livrer les programmes et les outils d'éducation financière pour répondre le mieux possible à ces besoins. L'acquisition de compétences en littératie financière est un apprentissage permanent, non pas un problème que l'on peut convenablement résoudre instantanément. De plus, il convient de multiplier les évaluations pour déterminer quels programmes sont ou ne sont pas efficaces. Enfin, nous ne pouvons négliger l'importance des questions plus larges de politiques d'intérêt public qui sont ici en jeu, dont bon nombre font l'objet de discussions dans le cadre des délibérations qui ont actuellement lieu sur le système canadien de revenu de retraite.

### ***Intégration et exhaustivité***

Nous avons tous un rôle à jouer dans la littératie financière. Comme nous l'avons vu, par l'intermédiaire de l'ACFC ainsi que du Groupe de travail sur la littératie financière et de ses consultations, le gouvernement fédéral prend une part active aux efforts dans ce domaine. Les gouvernements provinciaux soutiennent la littératie financière en intégrant l'éducation financière dans les programmes des écoles publiques. Les intervenants du secteur privé — PME, industrie, institutions financières, conseillers financiers et autres — font aussi leur part à titre de parties prenantes engagées et, dans certains cas, de fournisseurs de ressources en littératie financière. Nous savons également que le secteur communautaire ou les intervenants bénévoles participent à des stratégies visant à atteindre les citoyens dont les besoins sont les plus flagrants et qui sont exposés aux risques les plus grands.

La meilleure façon de promouvoir et d'augmenter la littératie financière dans tout le Canada passe par une collaboration intégrée et coordonnée ou un cadre de fonctionnement regroupant de multiples parties prenantes et maximisant leurs efforts et leurs ressources.

Bien qu'il soit évident que les caractéristiques particulières du Canada ne permettent pas l'adoption d'une méthode « universelle », la situation nécessite un leadership, une orientation et une coordination claires à l'échelle nationale.

CGA-Canada croit que le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de l'ACFC, dispose de tous les éléments pour faire sa part, travailler avec ses partenaires et faire progresser le dossier de la littératie financière. Bien qu'il soit établi que la littératie financière est une responsabilité partagée et que l'éducation relève des provinces, le gouvernement fédéral pourrait diriger une discussion efficace, soutenir la recherche et l'innovation (par exemple, en pilotant des projets à l'intérieur du système d'éducation), collaborer avec les provinces et les territoires et notamment avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) à l'intégration des capacités financières dans l'élaboration de politiques et la prestation de programmes, et promouvoir les pratiques exemplaires du Canada et de ses voisins planétaires.

### ***Efficiences***

Nous nous associons au Groupe de travail ainsi qu'aux autres parties intéressées qui reconnaissent que de nombreux éléments d'une stratégie nationale de littératie financière sont déjà en place ou à notre portée — et qu'il pourrait suffire essentiellement de mieux coordonner les ressources disponibles plutôt que de créer une abondance de nouveaux programmes qui seraient le simple calque de ceux qui existent déjà. Les gouvernements du Canada, le secteur privé, les organisations nationales et les groupes communautaires ont abattu un travail considérable pouvant servir de base aux efforts à venir.

Le Canada doit exploiter cette base ou l'améliorer. Pour y parvenir et pour accroître la valeur des ressources existantes en matériel et en produits de littératie financière, une façon de faire consiste à promouvoir les « pratiques exemplaires », c'est-à-dire les pratiques réputées les plus efficaces ou efficaces dans l'atteinte d'un résultat souhaité. Il s'agit, en d'autres termes, de méthodes ou de procédés qui, au fil du temps, se sont révélés meilleurs que toutes les autres méthodes ou tous les autres procédés employés aux mêmes fins. Les

pratiques exemplaires offrent un maximum d'efficacité — elles sont mesurables et axées sur les résultats. Dans le cas de la littératie financière, les pratiques exemplaires pourraient facilement être incorporées aux politiques, aux procédés et à un système de soutien en ligne ou un référentiel national accessible au public (voir à la page 19 la rubrique « Accessibilité et intelligibilité »). CGA-Canada se réjouit de voir que le rapport et les recommandations que soumettra le Groupe de travail au ministre des Finances tiendront compte des pratiques exemplaires nationales et internationales.

### ***Innovation***

Bien que le Canada dispose d'une base sur laquelle prendre appui, l'examen de nouvelles méthodes pour parvenir à des résultats positifs sera toujours essentiel.

Dans son rapport de synthèse publié en 2009 sur les REER, CGA-Canada a constaté que les méthodes traditionnelles de sensibilisation à la finance semblent lasser et rebuter les Canadiens, 59 % d'entre eux affirmant « détester qu'on leur dise qu'ils n'épargnent pas suffisamment pour la retraite ».

Il s'ensuit que dans les cas où le recours à de nouvelles méthodes pourrait s'imposer, des projets pilotes pourraient se révéler utiles, en raison de leur caractère circonscrit et de la possibilité qu'ils offrent d'évaluer si les résultats sont conformes aux attentes.

### ***Focalisation sur les événements de la vie***

Pour qu'un projet ou un programme de littératie financière quelconque soit efficace, il semble logique que l'information, la formation et les conseils soient pertinents et ciblent des situations ou des événements de la vie particuliers — qui coïncident souvent avec l'âge. Ainsi, les personnes qui terminent leurs études et amorcent leur carrière ont, en matière de littératie financière, des besoins différents de ceux des personnes qui font l'achat d'une maison, fondent une famille et élèvent des enfants, planifient leur retraite ou puisent dans leurs économies.

Le site Web *360 Degrees of Financial Literacy*, géré par l'American Institute of Certified Public Accountants, est l'un de ceux qui sont structurés de manière efficace, en fonction des stades de la vie. Pour chacun de ces stades, soit l'enfance, les études, la carrière, la vie de

couple, la parentalité, la propriété domiciliaire, l'entrepreneuriat, les situations de crise, génération sandwich et la retraite, le site fournit de l'information précise, des outils et une foire aux questions destinés à aider les consommateurs à prendre des décisions financières judicieuses à chacun des stades de leur vie<sup>3</sup>.

CGA-Canada croit qu'il s'agit d'une méthode efficace pour promouvoir et atteindre la littératie financière.

### ***Sensibilité aux besoins***

Un cadre de référence national de littératie financière doit être sensible à plusieurs facteurs ou situations qui sont particuliers au Canada.

Compte tenu du fait que les gouvernements tant fédéral que provinciaux assument des responsabilités dans les domaines des services financiers et de la protection du consommateur, sans compter la responsabilité provinciale en matière d'éducation, les impératifs de compétence doivent être reconnus et respectés. Toute stratégie nationale de littératie financière puisant dans les ressources et le matériel existants doit également tenir compte des droits de propriété de ceux qui participent à l'effort. En outre, le système de réglementation complexe et fragmenté du Canada présente un défi. Par ailleurs, la taille du Canada, sa géographie, son multiculturalisme et ses deux langues officielles sont d'autres paramètres à la fois distinctifs et essentiels dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de littératie financière de facture canadienne.

### ***Accessibilité et intelligibilité***

Pour atteindre tous les Canadiens, l'information pertinente à la littératie financière doit être compréhensible, et l'accès à cette information doit être facile et pratique.

Aux premières étapes de la coordination des activités sur le terrain en matière d'éducation financière, plusieurs pays, comme l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont privilégié le Web à titre de source exclusive de conseils judicieux et objectifs sur les

---

<sup>3</sup> Pour plus d'information, consulter le site *360 Degrees of Financial Literacy*,  
<http://www.360financialliteracy.org/>.

questions d'éducation financière. Cette stratégie de contact en ligne peut être considérée en soi comme étant efficace. CGA-Canada croit que le Canada pourrait envisager l'établissement d'un site Web national unique ou d'un portail commun, incorporant les idées les meilleures et les pratiques exemplaires élaborées par le Canada et ses partenaires mondiaux.

Encore une fois, CGA-Canada estime que l'ACFC du gouvernement fédéral pourrait être une candidate logique au rôle de fer de lance dans cette entreprise et promouvoir ou exposer les pratiques exemplaires en littératie financière.

Une mise en garde nous paraît toutefois s'imposer : l'Internet comme unique véhicule a ses limites, en particulier dans les régions éloignées et rurales qui n'ont pas accès au réseau ou chez les personnes à faible revenu qui ne peuvent pas se permettre le branchement à la toile mondiale. Il est toujours utile d'envisager d'autres options, comme une ligne téléphonique sans frais en plus du site Web. En outre, pour ce qui concerne les groupes défavorisés, ces considérations soulignent l'importance des intervenants communautaires et bénévoles et de leurs stratégies de contact et leurs modes de prestation des services.

### ***Impartialité***

L'information pertinente à la littératie financière doit également être objective et exempte de préjugés ou de visées commerciales sous-jacentes. Il ne s'agit pas de recommander ou de vendre un produit ou un service. L'information fournie doit avoir pour but d'aider les gens à comprendre leur situation financière, les choix qui s'offrent à eux et les mesures à prendre pour satisfaire leurs exigences.

### ***Résultats mesurables***

À titre de comptables, nous aurions tort de ne pas mentionner l'importance d'un cadre de référence et de principes auxquels tous les intéressés souscrivent pour mesurer l'efficacité et les répercussions des programmes de littératie financière et pour suivre et évaluer les progrès accomplis et les résultats obtenus. En outre, ce processus d'évaluation doit favoriser la transparence et la reddition de comptes. Nous croyons savoir que ces questions sont étudiées et débattues par le Groupe de travail sur la littératie financière.

## Recommandations

1. Les nouveaux projets de tous ordres en matière de littératie financière au Canada devraient s'articuler sur les principes suivants :
  - envergure nationale,
  - discernement,
  - intégration et exhaustivité,
  - efficience,
  - innovation,
  - focalisation sur les stades de la vie,
  - sensibilité aux besoins,
  - accessibilité et intelligibilité,
  - impartialité;
  - résultats mesurables.
2. Le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle de chef de file — dans le cadre d'un accord de partenariat regroupant les parties intéressées — dans le renforcement et la promotion de la littératie financière, par l'intermédiaire d'une stratégie nationale de facture canadienne.
3. Les responsabilités et le mandat de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) devraient être étendus de manière à permettre à l'ACFC d'œuvrer en qualité d'organisme canadien central et de promouvoir les pratiques exemplaires en littératie financière.
4. Un site Web national unique devrait être créé au pays — un guichet ou un référentiel centralisé qui regrouperait les pratiques exemplaires nationales et internationales et y serait consacré, et à partir duquel se feraient la coordination, l'orientation et la promotion de la stratégie nationale canadienne de littératie.

## **Conclusion**

CGA-Canada applaudit aux réalisations du Groupe de travail sur la littératie financière et appuie sans réserve l'élaboration d'une stratégie nationale canadienne de littératie financière. Les recherches ont confirmé que certains Canadiens ne comprennent pas les principes élémentaires de la gestion de l'argent, ce qui a une incidence sensible sur les choix qu'ils font et des répercussions négatives sur l'économie dans son ensemble. La littératie financière dote les citoyens d'une panoplie indispensable d'outils et d'aptitudes à la vie quotidienne, et elle est le gage d'une prospérité accrue pour la société. Nous souhaitons au Groupe de travail sur la littératie financière beaucoup de succès dans ses délibérations et sommes impatients de prendre connaissance de ses recommandations.

Agence de la consommation en matière financière du Canada, *Aller de l'avant en matière de littératie financière, Rapport de synthèse sur Vers les sommets : Conférence canadienne sur l'éducation financière*, 9 et 10 septembre 2008.

American Institute of Certified Public Accountants, *360 Degrees of Financial Literacy*, [<http://www.360financialliteracy.org/>]

Association des banquiers canadiens, *Modernisation du système d'épargne retraite du Canada*, 23 novembre 2009.

Dodge, David A., Alexandre Laurin et Colin Busby, *The Piggy Bank Index: Matching Canadians' Savings Rates to Their Retirement Dreams*, Institut C.D. Howe,, , 18 mars 2010.

CGA-Canada, *Point de vue de CGA-Canada sur l'endettement des ménages canadiens*, Colloque international sur la consommation, Montréal, Québec, 12-13 mars 2009. Voir <http://www.cga-canada.org/fr-ca/ResearchAndAdvocacy/Pages/speeches.aspx>

CGA-Canada, *Point de mire, À 51 ans sonnés, le REER est-il mûr pour un remaniement?* janvier 2009. Voir <http://www.cga-canada.org/fr-ca/ResearchAndAdvocacy/Pages/Reports.aspx>

CGA-Canada, *Exposé sur le provisionnement des régimes de retraite à prestations déterminées présenté devant le Comité permanent des finances*, , 16 mars 2010. Voir <http://www2.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=4351758&Mode=1&Parl=40&Ses=3&Language=F>

CGA-Canada, *Enjeux prioritaires de CGA-Canada en matière de politique publique*, mars 2010. Voir [http://www.cga-canada.org/fr-ca/GovernmentRelationsFactSheets/ca\\_factsheet\\_2010-04\\_public-policy-priorities\\_f.pdf](http://www.cga-canada.org/fr-ca/GovernmentRelationsFactSheets/ca_factsheet_2010-04_public-policy-priorities_f.pdf)

CGA-Canada, *Où va l'argent? L'endettement des ménages canadiens dans une économie en déroute*, 2009. voir [http://www.cga-canada.org/fr-ca/ResearchAndAdvocacy/AreasofInterest/DebtandConsumption/2009Report/Pages/ca\\_debt\\_index.aspx](http://www.cga-canada.org/fr-ca/ResearchAndAdvocacy/AreasofInterest/DebtandConsumption/2009Report/Pages/ca_debt_index.aspx)

CGA-Canada, *Où va l'argent : La croissance de l'endettement des ménages au Canada*, 2007. Voir [http://www.cga-canada.org/fr-ca/ResearchAndAdvocacy/AreasofInterest/DebtandConsumption/2007Report/Pages/ca\\_debt\\_download.aspx](http://www.cga-canada.org/fr-ca/ResearchAndAdvocacy/AreasofInterest/DebtandConsumption/2007Report/Pages/ca_debt_download.aspx)

Desjardins Sécurité financière, *Repenser la retraite — Sondage 2008 sur la préparation des Canadiens à la vie après le travail*, 2008.

Donald J. Johnston, *Importance of Financial Literacy in the Global Economy*, discours thème du Sommet sur l'éducation financière, Kuala Lumpur, 12 décembre 2005.

Fondation canadienne d'éducation économique, *Canadian National Survey on Economic and Financial Capability*, novembre 2008.

Gouvernement du Canada, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE). Voir [http://www.rhdcc.gc.ca/fra/competence/bace/olesindex\\_fr.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/competence/bace/olesindex_fr.shtml)

Gouvernement du Canada, *Pourquoi la capacité financière est-elle importante? Rapport de synthèse sur les Canadiens et l'argent : Symposium national sur la capacité financière tenu les 8 et 9 juin 2005 à Ottawa*.

Groupe de travail sur la littératie financière, *Cibler l'excellence : Plan d'action pour renforcer la littératie financière au Canada, Document de consultation publique*, février 2010.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Portail international sur l'éducation financière, *Government Programmes(Canada : Consumer Education and Financial Literacy Programs, The Financial Consumer Agency of Canada)*

Orton, Larry, *La littératie en matière financière : Leçons tirées de l'expérience internationale*, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, septembre 2007.

« Lessons his mother taught him; Finance Minister Jim Flaherty says his frugal upbringing instilled in him the need for financial caution. He wants to spread the habit », *The Globe and Mail*, 14 avril 2010, page B5.